

Accusé de réception en préfecture : 006-220600019-20231006-lmc128093-DE-1-1

Date de télétransmission : 20 octobre 2023

Date de réception : 20 octobre 2023

DEPARTEMENT
des
ALPES-MARITIMES

République Française

COMMISSION PERMANENTE

Séance du 6 OCTOBRE 2023

DELIBERATION N° 24

**DIRECTION DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET DE LA
RELATION USAGERS - MESURES DIVERSES**

⌘⌘⌘⌘

La commission permanente,

Vu le code général des collectivités territoriales dans ses 1ère et 3ème parties ;

Vu la délibération prise le 1^{er} octobre 2021 par la commission permanente approuvant l'expérimentation de l'animation départementale des structures France services et le dispositif des conseillers numériques France services ;

Vu la convention de subventionnement du poste d'animateur départemental France services signée le 19 juillet 2021 entre avec la Préfecture des Alpes-Maritimes, l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT) ;

Vu la délibération prise le 25 novembre 2022 par la commission permanente approuvant la signature de l'avenant n°1 à ladite convention, renouvelant pour un an la mission d'animation pour le Département des Alpes-Maritimes ;

Considérant que la poursuite de l'animation départementale permet la construction d'un réseau solide de France services, l'harmonisation durable des pratiques d'accueil, la définition du profil-type des agents d'accueil et l'accompagnement des structures dans leur organisation ;

Considérant que ce poste d'animateur départemental est cofinancé par l'Etat à hauteur de 10 500 € pour la période concernée ;

Vu la délibération prise le 17 décembre 2021 par l'assemblée départementale présentant les projets et les actions inscrits en 2022 au titre de la transformation numérique du Département et de la politique innovante de la relation à l'utilisateur ;

Vu la délibération prise le 7 octobre 2022 par l'assemblée départementale approuvant la stratégie départementale de lutte contre la fracture numérique ;

Considérant que l'accompagnement au numérique pour tous, sur tout le département, constitue l'un des axes majeurs du programme SMART Deal ;

Considérant qu'en 2021, l'ANCT, via son appel à manifestation d'intérêt, retenait la candidature du Département des Alpes-Maritimes pour recruter 7 conseillers numériques France Services (CNFS), déployés au sein des MDD et couvrant des zones géographiques étendues : les vallées du Var, de l'Estéron, de la Vesubie, de la Tinée, le Pays de Grasse, Menton et la vallée de la Roya, le littoral (Nice et sa périphérie) et les différentes communes desservies par la Maison du Département (MDD) itinérante ;

Considérant que la mission des CNFS est d'accompagner les usagers vers l'autonomie pour le numérique du quotidien, notamment administratif ;

Considérant que le dispositif des CNFS est reconduit par l'ANCT pour 3 ans et soutenu financièrement à hauteur de 327 500 € pour les 7 conseillers du Département ;

Considérant que la Maison des Alpes-Maritimes (MAM) de Grasse, inaugurée en mars 2020, et celle de Vence, inaugurée en juin 2021, labellisées France services, ont vocation à déployer l'offre de services du Département et celles des opérateurs du bouquet France services, notamment en développant des partenariats avec les collectivités et les acteurs locaux, afin d'apporter une réponse des services publics plus efficace et rapide, en proximité ;

Vu la convention de partenariat avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse signée le 28 décembre 2020 pour la mise en place d'une permanence du Plan local d'insertion et d'emploi (PLIE) du Pays de Grasse au sein de la MAM de Grasse ;

Considérant les demandes de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) et de la Chambre des métiers et de l'artisanat (CMA) de mettre en place des permanences à la MAM de Grasse ;

Considérant que la mise en œuvre de permanences de la CPAM et de la CMA au sein des locaux de la MAM de Grasse contribuera à répondre aux besoins des populations en matière de santé, et d'entrepreneuriat sur ce territoire ;

Vu la charte d'engagement signée le 12 novembre 2019 avec la Préfecture des Alpes-Maritimes et la Direction départementale des finances publiques des Alpes-Maritimes (DDFIP 06) ;

Vu la convention de partenariat signée le 24 septembre 2020 avec la DDFIP 06 pour le développement des services de proximité au sein des MDD dans le contexte du label France services ;

Vu la délibération prise le 1^{er} juillet 2021 par l'assemblée départementale donnant délégation à la commission permanente ;

Vu le rapport de son président proposant d'approuver :

- l'avenant n°2 à la convention de subventionnement du poste d'animateur départemental France services avec la Préfecture des Alpes-Maritimes, permettant le renouvellement pour 5 mois de cette mission d'animation départementale ;

- la convention de subvention au titre du dispositif « Conseiller numérique France services », avec la Caisse des dépôts et consignations, permettant la reconduction du dispositif pour 3 ans ;

- les avenants n°1 aux conventions de partenariat avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse d'une part, et la Direction départementale des finances publiques des Alpes-Maritimes d'autre part, afin d'adapter la fréquence des permanences physiques au sein des Maisons du Département ;

Après avoir recueilli l'avis favorable de la commission Finances, interventions financières, administration générale et SDIS ;

Après en avoir délibéré ;

Décide :

Concernant les Maisons du Département et des Seniors :

1°) *Au titre de l'animation départementale des France services :*

- d'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de subventionnement d'un poste d'animateur départemental France services, signée le 19 juillet 2021 permettant de reconduire la mission pour 5 mois et d'acter le cofinancement sur cette période à hauteur de 10 500 € à intervenir avec la Préfecture des Alpes-Maritimes ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ledit avenant, dont le projet est joint en annexe ;

2°) *Au titre des conseillers numériques France services (CNFS) :*

- d'approuver les termes de la convention de subvention au titre du dispositif « Conseiller numérique France services », définissant les modalités pratiques et financières de la reconduction des contrats des 7 CNFS du Département pour 3 ans, et notamment le cofinancement par l'Etat à hauteur de 327 500 €

à intervenir avec la Caisse des dépôts et consignations ;

- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, ladite convention, dont le projet est joint en annexe ;

3°) *Au titre de la réorganisation des permanences dans les Maisons du Département :*

- d'approuver les termes des avenants n°1 :
 - à la convention de partenariat signée le 28 décembre 2020, à intervenir avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, adaptant la fréquence des permanences du PLIE du Pays de Grasse à 2 jours par semaine, au sein de la Maison des Alpes-Maritimes (MAM)/ Maison du Département (MDD) de Grasse ;
 - à la convention de partenariat signée le 24 septembre 2020, à intervenir avec la Direction départementale des finances publiques des Alpes-Maritimes, permettant d'identifier les permanences physiques de la DDFIP 06 au sein des locaux de la MAM de Vence, et d'adapter la fréquence de ces permanences au sein de la MDD de Plan-du-Var/Levens, à 3 jours par semaine ;
- d'autoriser le président du Conseil départemental à signer, au nom du Département, lesdits avenants, dont les projets sont joints en annexes ;

4°) d'imputer les recettes correspondantes sur le programme D21 « Aménagement du territoire » au chapitre 939 du budget départemental.

Signé

Charles Ange GINESY
Président du Conseil départemental



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

AVENANT N°2

A LA CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT DU POSTE D'ANIMATEUR DEPARTEMENTAL FRANCE SERVICES (H/F)

Entre

La Préfecture des Alpes-Maritimes

Représentée par le préfet Bernard Gonzalez,

Ci-après dénommée « **la Préfecture** »

Et

Le Conseil départemental des Alpes-Maritimes

Représenté par le président, Charles Ange Ginesy,

Ci-après dénommé « **le Conseil départemental** »

Ci-après désignées ensemble les « **Parties** ».

Vu la convention de subventionnement du poste d'animateur départemental France services (H/F), signée le 19 juillet 2021 à Paris,

Les parties décident,

Article 1^{er} : Renouvellement de la convention

Conformément à l'article 6, la convention de subventionnement conclue entre les parties le 19 juillet 2021, et venant à expiration le 20 juillet 2023, est renouvelée afin de permettre au Conseil départemental de poursuivre les missions relatives à l'animation départementale du réseau France services.

Article 2 : Conditions et durée de renouvellement de la convention

Le renouvellement de ladite convention est fait aux mêmes conditions que prévues à l'article 2 de la convention initiale en termes d'engagements et d'obligations pour les Parties. Les modalités pratiques et de communication précisées aux articles 7 à 11 sont également inchangées.

Le renouvellement de la convention entre en vigueur à compter de la signature de l'avenant par les Parties pour une durée de 5 mois.

La convention n'est pas renouvelable tacitement et son renouvellement devra être réalisé par voie d'avenant, signé par les deux parties.

Article 3 : Détermination du montant des participations financières des Parties

Le Préfet de département, via le programme 112 « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire », contribue financièrement pour un montant forfaitaire de 10 500€.

Cette contribution couvre pour moitié le coût de l'animateur (salaire + charges) et les frais liés aux déplacements notamment.

Article 4 : Modalités de règlement

Le Préfet de département apportera son financement au Conseil départemental dans les deux mois suivant la signature de l'avenant à la convention.

Les règlements seront versés sur le compte bancaire ci-après :

Titulaire du compte: Pairie départementale des Alpes-Maritimes

RIB : 300001 00596 C0640000000 16

IBAN : FR58 3000 1005 96C0 6400 0000 016

BIC : BDFEFRPPCCT

La subvention est imputée sur les crédits du programme impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire (112).

Domaine fonctionnel : 0112-12-02

Code activité : 011201030133

Groupe marchandise : 12.02.01

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de département.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des finances publiques.

En cas d'inexécution par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées dans les textes visés, un ordre de reversement sera émis à l'encontre du bénéficiaire.

Il en est de même lorsque la subvention aura été utilisée à des fins autres que celles prévues initialement.

Article 5 : Modalités de suivi et évaluation finale

Le Conseil départemental s'engage à rendre compte des activités réalisées dans le cadre de la convention sur un rythme trimestriel, utilisant les modèles communiqués par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

A l'achèvement du projet, et au plus tard à la date de fin de la convention, une évaluation des résultats obtenus auquel le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires contribue financièrement est transmise à la préfecture ainsi qu'au programme France services de l'ANCT.

Au plus tard un an après l'achèvement du projet, la préfecture et le Conseil départemental transmettent au programme France services de l'ANCT une évaluation de l'impact de ce projet sur le territoire ou ses habitants.

Fait en 2 exemplaires,

A Paris, le 20 juillet 2023

Pour la **Préfecture des Alpes-Maritimes**,
Le préfet
M. Bernard Gonzalez

Pour le **Conseil départemental**
Le président
M. Charles Ange Ginesy

CONVENTION DE SUBVENTION AU TITRE DU DISPOSITIF « CONSEILLER NUMÉRIQUE FRANCE SERVICES »

**Fonds géré par la Caisse des dépôts et consignations
pour le compte de l'État**

Vu la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021,

Vu le mandat conclu entre la Direction générale des collectivités locales, l'Agence nationale de la cohésion des territoires et la Caisse des dépôts et consignations le 7 avril 2021 concernant l'opérationnalisation du dispositif « Conseiller numérique France Services »,

Vu le dossier de demande de subvention dans le cadre du dispositif Conseiller numérique France Services déposé par [nom de la structure] le [date],

Vu la décision du Comité de sélection en date du [date],

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par [nom],

ci-après indifféremment dénommée la « CDC »
ou la « Caisse des dépôts et consignations »

d'une part,

ET :

[Nom de la structure], numéro SIRET [numéro SIRET] ayant son siège à [adresse] représentée par [Saisir le texte], en sa qualité de [Saisir le texte], dûment habilité(e) aux fins des présentes en vertu d'une délibération du [Saisir le texte] en date du [Saisir le texte].

ci-après dénommé le « Bénéficiaire »,

d'autre part,

ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

Table des matières

Article 1 – Objet de la Convention	5
Article 2 – Modalités de réalisation	6
2.1 Modalités de recrutement des Conseillers numériques	6
2.2 Engagements du Bénéficiaire	6
2.3 Animation territoriale du dispositif	7
2.4 Engagements de la Caisse des dépôts et consignations.....	7
2.5 Modalités de suivi	8
Article 3 – Responsabilité - Assurances	8
3.1 Responsabilité	8
3.2 Assurances	9
Article 4 – Modalités financières	9
4.1 Montant de la subvention de la Caisse des dépôts et consignations	9
4.2 Modalités de versement	10
4.3 Utilisation de la subvention	11
Article 5 – Confidentialité	11
Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle	12
6.1 Communication par le Bénéficiaire.....	12
6.2 Communication par la Caisse des dépôts et consignations.....	12
6.3 Propriété intellectuelle.....	13
Article 7 – Durée de la Convention	13
Article 8 – Résiliation	13
8.1 Modalités de résiliation.....	13
8.2 Conséquences de la résiliation	13
8.3 Restitution.....	14
8.4 Résiliation pour faute	14
8.5 Résiliation pour force majeure ou empêchement	14
Article 9 – Dispositions Générales	14
9.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges	14
9.2 Intégralité de la Convention	14
9.3 Modification de la Convention	14
9.4 Cession des droits et obligations.....	15
9.5 Nullité.....	15
9.6 Renonciation.....	15

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Dans le cadre du volet « Inclusion numérique » du plan France Relance, l'État a lancé en 2021 le dispositif « Conseiller numérique France services » (ci-après « Conseillers numériques »), piloté et animé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Ce dispositif permet à des structures publiques et privées qui emploient un ou plusieurs Conseillers numériques de percevoir une subvention afin de financer ces emplois. Il permet également de financer la formation des Conseillers numériques.

La Caisse des dépôts et consignations est mandatée par l'État pour apporter son appui au dispositif piloté par l'ANCT. À ce titre, elle opère plusieurs actions au nom et pour le compte de l'État dont l'instruction des demandes de subventions déposées par les structures qui disposent de postes de Conseillers numériques attribués en amont par l'ANCT et le versement de subventions aux structures accueillantes.

Deux ans après le lancement du dispositif et dans une logique de pérennisation des postes, l'Etat s'est engagé à poursuivre le soutien financier aux structures employant des Conseillers numériques, tout en renforçant la pérennité du dispositif via un financement courant.

Les structures employeuses (ci-après « Bénéficiaires ») sont éligibles à la signature d'une nouvelle convention de subvention, pour une période de trois ans si, à l'échéance du financement initial des postes par la première convention, elles souhaitent les conserver.

Après le financement exceptionnel prévu par le plan de relance pour faire face à une situation d'urgence, l'Etat s'est engagé à maintenir un niveau élevé de subvention sur trois années supplémentaires. L'Etat s'engage par ailleurs à documenter un maximum de bonnes pratiques concernant des financements complémentaires afin que les structures porteuses puissent projeter durablement l'avenir des postes créés.

Le dispositif permet au Bénéficiaire de percevoir une subvention afin de financer l'emploi à temps plein d'un Conseiller numérique (sauf cas de temps partiel de droit qui s'impose à l'employeur¹), rémunéré *a minima* à hauteur du SMIC.

Le Conseiller numérique accompagne les usagers sur trois thématiques considérées comme prioritaires :

- Les soutenir dans leurs usages quotidiens du numérique : s'approprier les matériels informatiques, travailler à distance, consulter un médecin, vendre un objet, acheter en ligne, etc. ;
- Les sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques : s'informer et apprendre à vérifier les sources, protéger ses données personnelles, maîtriser les réseaux sociaux, suivre la scolarité de ses enfants, etc. ;
- Les accompagner vers l'autonomie pour réaliser, seuls, des démarches administratives en ligne.

Cet accompagnement peut se traduire par des permanences permettant des accompagnements individuels ou par des ateliers collectifs thématiques, réalisés sur le lieu de rattachement du conseiller numérique ou hors les murs.

Le Conseiller numérique peut se voir accorder le rôle de « coordinateur » dans le cadre d'Appels à manifestation d'intérêt dédiés. Les missions des Conseillers numériques coordinateurs sont détaillées dans l'Article 1.

¹ Naissance, handicap, maladie, etc.

Pour mener à bien ces missions, il bénéficie d'une formation obligatoire financée par le dispositif dans les conditions définies par l'Etat.

Le Bénéficiaire s'est vu offrir la possibilité de signer une convention couvrant 36 mois de subventionnement, et ainsi bénéficiaire de financements sur cette période selon les termes énoncés ci-après.

Le soutien financier, versé par la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre du dispositif Conseiller numérique France Services, est l'objet de la présente convention.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la Convention

La présente convention (la « Convention ») a pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien sous forme de subvention versée par la Caisse des dépôts et consignations au Bénéficiaire dans le cadre du dispositif Conseiller numérique France Services.

[nom de la structure] souhaite prolonger [nombre de postes] poste(s) des Conseillers numériques France services pour mener à bien des activités de médiation numérique suivantes :

- créer et animer des ateliers numériques individuels ou collectifs sur les 3 thématiques de services identifiées dans le préambule de la Convention ;
- proposer des initiations au numérique dans des lieux de passage (mairies, bibliothèques, espaces France services, marchés, centres commerciaux, établissements scolaires, centres de loisirs, centres sociaux, etc.) ou sur des événements ;
- participer à toute autre démarche d'accompagnement aux usages numériques mise en place (portes ouvertes etc.).

Le conseiller numérique doit également s'intégrer au réseau local de médiation numérique, lorsqu'il existe, en agissant de concert avec l'ensemble des acteurs de la médiation numérique présents sur le territoire, et en participant aux événements de réseau professionnel.

Si le conseiller numérique a un statut de « Coordinateur » attribué par l'Etat, il doit s'engager à réaliser les missions suivantes :

- Être le relais principal entre les conseillers numériques de son territoire et l'équipe d'animation nationale ;
- Participer au maillage et aux synergies territoriales ;
- Imaginer et mettre en place des collaborations sur la base des besoins de la communauté des Conseillers numériques

Le soutien financier de l'État versé par la Caisse des dépôts et consignations participe strictement à la rémunération de ce(s) Conseiller(s) numérique(s), dans les conditions définies à l'article 4.3.

Article 2 – Modalités de réalisation

2.1 Modalités de recrutement des Conseillers numériques

Le Bénéficiaire est l'employeur direct du (des) Conseiller(s) numérique(s). Le recrutement s'effectue dans le respect des dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables et dans les conditions prévues par le dispositif Conseiller numérique France Services. Il prend à sa charge leur rémunération. Il informe la Caisse des dépôts et consignations des modalités de recrutement au moyen des outils de suivi visés à l'article 2.4.

2.2 Engagements du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à :

- ce que le(s) Conseiller(s) numérique(s) réalise(nt) les trois grandes missions décrites en préambule de la Convention, à l'exclusion de toute autre activité ; En cas de doute sur les périmètres des missions, le bénéficiaire s'engage à contacter les équipes support du dispositif conseiller-numerique@anct.gouv.fr.
- assurer la gratuité de ces activités pour les usagers ;
- respecter les engagements en termes de communication selon les modalités visées à l'article 6.1 de la présente Convention ;
- transmettre les éléments de suivi à la Caisse des dépôts et consignations selon les modalités visées à l'article 2.4 de la présente Convention ;
- s'assurer de la production, par le(s) Conseiller(s) numérique(s), des compte rendus d'activité à remplir sur l'espace numérique mis à disposition des Conseillers (« Espace Coop »).
- renseigner les lieux d'activité du ou des Conseiller(s) numérique(s) sur l'espace coop afin d'être visible sur la cartographie nationale de la médiation numérique
- signaler dans les meilleurs délais à la Caisse des dépôts et consignations les ruptures et les fins de contrat des Conseillers numériques afin de permettre le suivi de consommation de la subvention et de récupérer l'éventuel trop-perçu comme précisé dans l'article 4.3 de la Convention ;
- faire partir le(s) Conseiller(s) numérique(s) en formation initiale s'il n'en a pas déjà bénéficié et l'inscrire à au moins un module de formation continue durant son contrat ;
- faciliter la participation du (des) Conseiller(s) numérique(s) à l'examen de la certification visée par la formation ainsi qu'à la certification Pix s'il n'en est pas déjà titulaire ;
- mettre à disposition du (des) Conseiller(s) numérique(s) les moyens et équipements nécessaires pour réaliser sa mission (ordinateur, téléphone portable, espace de travail, véhicule si nécessaire) ;
- permettre au(x) Conseiller(s) numérique(s) de consacrer du temps à la vie de la communauté professionnelle (participation aux événements Numérique en Commun[s], webinaires, partage de bonnes pratiques, rencontres territoriales, formation continue, etc.).

- faciliter l'interaction de son Conseiller numérique avec l'ensemble des acteurs de la médiation numérique présents sur le territoire et notamment, le Conseiller numérique coordinateur, lorsqu'il existe, et le Hub numérique de son territoire afin de participer à des retours d'expérience, des groupes de travail, des partages de bonnes pratiques, l'organisation d'évènements.

Le non-respect d'un de ces engagements pourrait amener à un non-versement de la subvention ou à la demande de son remboursement partiel ou total.

2.3 Animation et coordination territoriale du dispositif

- Les préfetures de département sont les interlocuteurs privilégiés des structures d'accueil. Elles examinent toutes les demandes d'attribution de poste de Conseiller numérique France services et sont parties prenantes dans l'animation du dispositif en lien avec les Conseillers numériques et les réseaux locaux d'inclusion numérique.
- Les Conseillers numériques qui ont le statut de « coordinateur » sur un territoire donné, ont la charge de l'animation du dispositif Conseiller numérique France services de ce territoire. Ce sont les interlocuteurs privilégiés des Conseillers numériques et de l'ensemble des acteurs de la médiation numérique opérant sur le territoire. En ce sens, ils veilleront à intégrer les Conseillers numériques dans le réseau local lors de leur prise de poste et à recueillir leurs besoins. Ils s'assurent de faciliter, par leur diagnostic territorial, les accompagnements des Conseillers numériques auprès des bénéficiaires afin de répondre au mieux et de façon homogène aux besoins d'inclusion numérique dans les territoires. Ils œuvrent à la mise en relation sur leur territoire des Conseillers numériques entre eux ainsi qu'avec des partenaires locaux. Les Conseillers numériques coordinateurs veilleront également à convier et tenir leur préfecture de département informée de tous les sujets en lien avec l'animation territoriale du dispositif.
- Les Hubs territoriaux pour un numérique inclusif peuvent intervenir dans l'animation territoriale du dispositif Conseiller numérique France services au niveau régional, en concertation avec l'ensemble des parties prenantes présentes sur le territoire et en lien avec l'ANCT, les préfetures et les acteurs locaux.

2.4 Engagements de la Caisse des dépôts et consignations

La Caisse des dépôts et consignations s'engage à accompagner le Bénéficiaire pendant la durée de la Convention par l'intermédiaire de :

- la mise à disposition de guides, outils et documents-types pour les structures d'accueil et les Conseillers numériques sur La Base (<https://labase.anct.gouv.fr/>);
- l'animation d'une foire aux questions et une documenthèque sur le site conseiller-numerique.gouv.fr pour répondre aux questions générales sur le dispositif, les contrats, le recrutement, la formation, etc.
- l'organisation de contacts, en tant que de besoin, entre l'équipe d'animation de la Caisse des dépôts et consignations dédiée au dispositif et le Bénéficiaire lui permettant de bénéficier d'un accompagnement et de recevoir des réponses à ses questions via l'adresse mail conseiller-numerique@anct.gouv.fr et la permanence téléphonique.
- du versement de la subvention selon les modalités décrites à l'article 4.2 de la Convention.

2.5 Modalités de suivi

Pour permettre à l'ANCT de piloter le dispositif et évaluer son impact, le bénéficiaire devra fournir différents éléments de suivi à la Caisse des dépôts et consignations et à l'équipe en charge du dispositif Conseiller numérique France Services.

- **Éléments de suivi relatif aux activités réalisées par le(s) bénéficiaire(s) et par le(s) conseiller(s) numérique(s)**

Il est demandé à chaque Conseiller numérique de transmettre systématiquement, via l'espace collaboratif en ligne « Espace Coop », des informations concernant son activité, telles que le nombre d'ateliers réalisés, le nombre de participants, le profil des personnes accompagnées, etc.

Le Bénéficiaire s'assure de la production et de la disponibilité des comptes-rendus d'activité et est responsable de la fiabilité des informations transmises.

- **Suivi de la consommation de la subvention**

La Caisse des dépôts et consignations se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de la subvention et pourra demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Bénéficiaire accepte que son fonctionnement puisse donner lieu à une évaluation par la Caisse des dépôts et consignations ou par tout organisme dûment mandaté par elle.

Article 3 – Responsabilité - Assurances

3.1 Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre du recrutement et des activités des Conseillers numériques est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus de ces activités (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la seule responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des dépôts et consignations n'assumera, ni n'encourra aucune responsabilité du fait de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre de ce dispositif, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des engagements légaux relatifs à sa nature juridique notamment pour les associations la souscription à un contrat d'engagement républicain conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République dans l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Le Bénéficiaire déclare respecter les dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend, notamment celles relatives à la protection des données à caractère personnel résultant des nouvelles obligations fixées par le Règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 ainsi que la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

Le Bénéficiaire agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du dispositif

Conseiller numérique France Services et il garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées (i) de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et (ii) des conditions d'exercice des droits des personnes.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter, le cas échéant, les règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.

3.2 Assurances

Le Bénéficiaire est titulaire d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de la Convention. Le Bénéficiaire maintiendra cette assurance et justifiera du paiement des primes afférentes à la Caisse des dépôts et consignations à la première demande.

Article 4 – Modalités financières

4.1 Montant de la subvention de la Caisse des dépôts et consignations

Le Bénéficiaire bénéficie d'une subvention pluriannuelle versée sur trois ans selon les modalités suivantes :

Type de structures	Année 1	Année 2	Année 3	Total sur 3 ans
Structures privées	20 000 €	14 000 €	10 000 €	44 000 €
Structures publiques	17 500 €	12 500 €	12 500 €	42 500 €
Structures publiques dont les CNFS agissent en QPV ZRR*	20 000	17 500 €	12 500 €	50 000 €

Structures publiques intervenant en Outre-mer	Année 1	Année 2	Année 3	Total sur 3 ans
Structures publiques (Antilles Guyane)	24 500 €	17 500 €	17 500 €	59 500 €
Structures publiques dont les CNFS agissent en QPV ZRR* (Antilles Guyane)	28 000 €	24 500 €	17 500 €	70 000 €

Structures publiques (Réunion Océan Indien)	23 625 €	16 875 €	16 875 €	57 375 €
Structures publiques dont les CNFS agissent en QPV ZRR* (Réunion Océan Indien)	27 000 €	23 625€	16 875 €	67 500 €

**Pour bénéficier de la bonification ZRR ou QPV, le Conseiller numérique doit intervenir dans ces zones au minimum 50 % de son temps de travail.*

Si le Bénéficiaire perçoit déjà une aide de l'Etat au titre de l'emploi du Conseiller numérique (telle que le dispositif « Parcours Emploi Compétences »), celle-ci sera déduite du montant de la subvention perçue par la structure bénéficiaire selon les modalités précisées à l'article 4.2.

4.2 Modalités de versement

Pour chaque poste de conseiller numérique, la subvention sera versée selon l'échéancier suivant :

- 100% de l'année 1 de subventionnement le mois suivant la signature de la Convention par l'ensemble des parties ;
- 100% de l'année 2 de subventionnement 1 an après le premier versement ;
- 100% de l'année 3 de subventionnement 2 ans après le premier versement.

Les versements sont conditionnés au respect des engagements énoncés dans cette Convention. Ils sont effectués sous réserve de la bonne réception des pièces justificatives demandées, à savoir le contrat de travail du Conseiller numérique occupant le poste ou l'avenant au contrat de travail ainsi que le dernier bulletin de salaire de l'année concernée.

Dans le cas d'un contrat aidé, les deuxième et troisième tranches de versements sont conditionnées à l'envoi préalable des documents justifiant de la subvention reçue dans le cadre de l'emploi aidé, la subvention au titre du dispositif Conseillers numériques France Services étant nécessairement déduite de l'aide déjà perçue.

Dans le cadre de ce renouvellement, le Bénéficiaire a la possibilité de recruter pour une durée inférieure à celle de la convention, avec un minimum de 12 mois. A l'issue du premier contrat de travail signé dans le cadre de cette nouvelle convention, le Bénéficiaire informe la Caisse des dépôts des suites données au(x) poste(s) qui lui ont été attribué(s).

Dans le cas où le contrat du Conseiller numérique est d'une durée inférieure à trois ans ou prend fin avant la durée initialement prévue et s'il n'est pas remplacé, le versement de l'intégralité de la subvention n'est plus justifié. Le cas échéant, le Bénéficiaire restitue le montant correspondant à la différence entre la subvention versée pour la durée initialement prévue et la subvention utilisée pour la durée réellement effectuée. Un mois de subvention partiellement consommé est dû au bénéficiaire. La proratisation s'effectue à l'arrondi supérieur.

Le règlement de la subvention sera effectué par virement bancaire sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires auront été préalablement transmises à la Caisse

des dépôts et consignations. La présente convention et le calendrier de versement exposé vaut justificatif de versement.

4.3 Utilisation de la subvention

La subvention visée ci-dessus est versée en contrepartie de l'emploi du (des) Conseiller(s) numérique(s) par le Bénéficiaire selon les modalités précisées aux articles 4.1 et 4.2 de la présente Convention.

Elle est strictement réservée à la rémunération du (des) conseiller(s) numérique(s) à l'exclusion de toute autre affectation.

Les versements seront conditionnés au strict respect des conditions d'emploi de la subvention, notamment l'exercice exclusif des missions de Conseiller numérique telles que précisées dans l'exposé de la Convention et dans son article 1, ainsi que l'accompagnement du plus grand nombre d'utilisateurs.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la Caisse des dépôts et consignations sur simple demande de cette dernière. Les versements pourront être suspendus dans l'attente de la transmission par le Bénéficiaire de l'ensemble des éléments permettant d'attester de la bonne utilisation de la subvention.

De manière exceptionnelle, l'offre de services proposée par le Bénéficiaire peut donner lieu à des prestations facturées à des tiers sous réserve qu'elles ne représentent pas plus d'un tiers du temps de travail des Conseillers numériques et que celles-ci restent gratuites pour les utilisateurs bénéficiant des accompagnements.

La Subvention est soumise au respect des règles européennes relatives aux aides d'Etat (articles 106, 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et textes dérivés), dès lors qu'elle est qualifiable d'aide d'Etat. Dès lors, les structures percevant des subventions publiques pour un montant total cumulé de moins de 200 000 euros sur trois ans relèvent du régime prévu par le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

Les structures percevant des subventions publiques pour un montant total cumulé de plus de 200 000 euros sur trois ans doivent veiller à ce que la subvention versée dans le cadre du dispositif Conseillers numériques France services soit affectée uniquement au financement des activités non économiques des Conseillers numériques, à l'exclusion des activités commerciales donnant lieu à rémunération. Les structures devront être en mesure de justifier de cette affectation à l'aide de leur comptabilité analytique.

Article 5 – Confidentialité

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents concernant le groupe Caisse des dépôts et consignations, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve des informations et documents transmis par la Caisse des dépôts et consignations aux fins expresses de leur divulgation dans le cadre du dispositif Conseiller numérique France Services.

L'ensemble de ces informations et documents est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Sont exclus de cet engagement :

- les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou ceux notoirement connus au moment de leur communication,
- les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle

Les Parties s'informeront mutuellement sur toute communication qu'elles souhaitent réaliser au sujet de la Convention et du dispositif Conseiller numérique France Services. Toute communication externe par l'une ou l'autre des Parties devra faire l'objet d'une autorisation préalable auprès de l'autre Partie.

6.1 Communication par le Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par l'État au travers du dispositif Conseiller numérique France Services dans ses propres actions de communication écrite ou orale relatives au dispositif. En particulier, sur les supports de communication (plaquette, site internet, affiches, vidéos, etc.), le Bénéficiaire fait figurer la mention « *Opération soutenue par l'État dans le cadre du dispositif Conseiller numérique France Services* », le lien suivant : « www.conseiller-numerique.gouv.fr » et les logos du dispositif Conseiller numérique France Services. Le kit de communication est disponible sur www.conseiller-numerique.gouv.fr/kit-communication.

Le format, le contenu et l'emplacement de ces éléments seront déterminés d'un commun accord entre l'ANCT, la CDC et le Bénéficiaire. En tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des dépôts et consignations et de l'ANCT.

Toute utilisation frauduleuse de la marque Conseiller numérique France Services pourra entraîner la résiliation de la convention, la suspension des versements et la demande de restitution des fonds déjà versés. La Caisse des dépôts et consignations se réserve le droit d'engager des poursuites.

6.2 Communication par la Caisse des dépôts et consignations

Toute action de communication, écrite ou orale de la CDC, impliquant le Bénéficiaire, fera l'objet d'un accord de principe du Bénéficiaire et de l'ANCT. La demande sera soumise au Bénéficiaire et à l'ANCT dans un délai de deux (2) jours ouvrés avant l'action prévue. Le Bénéficiaire et l'ANCT s'engagent à répondre dans un délai de deux (2) jours ouvrés.

De manière générale, la Caisse des dépôts et consignations s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Bénéficiaire et de l'ANCT.

6.3 Propriété intellectuelle

La Caisse des dépôts et consignations pourra mentionner à des fins de communication interne et externe le soutien apporté par l'État au bénéficiaire et à ce titre, pourra faire état des résultats du dispositif Conseiller numérique France Services piloté par l'ANCT. Les modalités de communication externe étant soumises aux dispositions mentionnées dans l'article 6.2.

En conséquence, le Bénéficiaire n'intentera aucune action contre la Caisse des dépôts et consignations au titre de ses droits de propriété intellectuelle et garantit la Caisse des dépôts et consignations contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle. Le Bénéficiaire fera son affaire et prendra à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des dépôts et consignations au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

Article 7 – Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et est conclue pour une durée 4 ans, sous réserve des stipulations des articles 4 5, 6 et 8, qui s'appliquent pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

Article 8 – Résiliation

8.1 Modalités de résiliation

La demande de résiliation de la Convention par le Bénéficiaire est possible à tout moment. Elle doit être notifiée à la Caisse des dépôts et consignations par lettre recommandée avec avis de réception. Sur la base de la date de la fin effective du ou des contrats de travail et des montants déjà versés, la Caisse des dépôts et consignations effectuera le calcul du montant du solde de la subvention, qui peut soit être un reliquat à verser au Bénéficiaire, soit un trop-perçu à restituer à la CDC.

Le courrier RAR doit être transmis à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations
Banque des Territoires - DICST
Mandat Conseillers numériques France Services
72, avenue Pierre Mendès-France
75914 Paris Cedex 13

8.2 Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des dépôts et consignations, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résiliation, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

8.3 Restitution

Les sommes versées par la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article 4 ci-dessus, et pour lesquelles le Bénéficiaire ne pourra pas justifier d'une utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention, sont restituées sans délai à la Caisse des dépôts et consignations, et ce, sur simple demande de cette dernière. Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la Caisse des dépôts et consignations, dans les trente (30) jours calendaires suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des dépôts et consignations et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

8.4 Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution par une des Parties de ses obligations contractuelles prévues aux articles 2, 3, 4 et 6, la Convention sera résiliée de plein droit par l'autre Partie, après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse après un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait des manquements susvisés.

8.5 Résiliation pour force majeure ou empêchement

Si le Bénéficiaire se trouve empêché, par un évènement de force majeure, de faire réaliser la mission définie à l'article 1 de la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à la CDC, par lettre recommandée avec avis de réception (à l'adresse mentionnée à l'article 8.1) de l'évènement rendant impossible l'exécution de la Convention. Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires. De même, la Convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution du Bénéficiaire.

Article 9 – Dispositions Générales

9.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

9.2 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

9.3 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

9.4 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des dépôts et consignations.

La Caisse des dépôts et consignations pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

9.5 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en 2 exemplaires

A [Saisir le texte], le [Saisir le texte].

Pour la Caisse des dépôts et consignations

Pour le Bénéficiaire



**AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES**

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE GRASSE

**POUR L'AMENAGEMENT DES PERMANENCES DU PLIE DU PAYS DE
GRASSE AU SEIN DE LA MAISON DES ALPES-MARITIMES - MAISON DU
DEPARTEMENT DE GRASSE**

ENTRE :

Le Département des Alpes-Maritimes, représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant en vertu d'une délibération de la commission permanente du 1^{er} juillet 2021,

ci-après désigné « le Département »,

d'une part,

ET

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse, sise 57 Avenue Pierre Séward – 06131 GRASSE cedex, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 00012 et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une décision n° _____ prise en date du _____, visée en Sous- Préfecture de Grasse le _____,

ci-après dénommée « le partenaire »,

d'autre part,

Préambule

Dans le cadre de sa politique de proximité, le Département des Alpes-Maritimes anime un réseau de Maisons du Département (MDD) sur l'ensemble de son territoire. En favorisant la mutualisation de différents services publics et d'intérêt collectif, il concourt à la lisibilité et à l'accessibilité de l'action publique dans des lieux de proximité. Les MDD sont labellisées France services.

En mars 2020, le Département a inauguré une nouvelle Maison des Alpes-Maritimes (MAM) à Grasse, ayant vocation à réunir en un même lieu tous les services départementaux (Maison du Département, Maison départementale des solidarités, Centre de prévention médicale, Protection maternelle et infantile...) et à offrir un service public polyvalent et plus efficace, aux populations de ce territoire, en développant notamment des partenariats étroits avec les acteurs locaux, et tout particulièrement avec la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG).

Sur ce territoire, la Direction de l'Emploi et de l'Economie sociale et Solidaire participe à la mise en œuvre de la Politique de l'Emploi. Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) est un dispositif financé par le Fonds social européen, qui contribue à la lutte contre les exclusions et exige une étroite collaboration entre les acteurs du développement économique et du développement social d'un même territoire.

A cet effet, la CAPG a souhaité rendre plus lisible et accessible son action en faveur de l'emploi en délocalisant une nouvelle permanence du PLIE au sein de la MAM-MDD de Grasse afin de faciliter l'accès des publics cibles au dispositif.

Depuis son ouverture en 2020, la MAM-MDD de Grasse, labellisée France services, développe ses activités afin d'accueillir de nouveaux partenaires, en concordance avec les besoins exprimés par les usagers en matière d'accompagnement administratif et numérique, et les partenaires du bouquet France services. La MAM-MDD a d'ailleurs intégré dans son équipe une conseillère numérique France services en 2021, ayant permis d'offrir aux usagers un accompagnement personnalisé sur les outils numériques.

De plus, depuis novembre 2022, l'Assurance maladie et la Chambre des métiers et de l'artisanat organisent des permanences physiques au sein des locaux de la MAM-MDD à raison d'une à deux fois par semaine.

L'avenant n°1 à la convention du 28 décembre 2020, a pour objet d'aménager les permanences du PLIE du Pays de Grasse, afin de permettre à d'autres partenaires d'être accueillis dans les locaux de la MAM-MDD de Grasse.

ARTICLE 1 :

L'article 3 de la convention du 28 décembre 2020 est modifié comme suit :

Les permanences s'effectuent dans la MAM-MDD de Grasse à raison de 2 jours par semaine, les lundis et vendredis.

ARTICLE 2 :

Tous les autres articles de la convention du 28 décembre 2020 demeurent inchangés.

Fait à Nice, le

En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental des
Alpes-Maritimes

Le Président de la Communauté d'agglomération du
Pays de Grasse

Charles Ange GINESY

Jérôme VIAUD

**AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LE DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ET
LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES
ALPES-MARITIMES**

**POUR L'AMENAGEMENT DE LA PERMANENCE AU SEIN DE LA
MAISON DU DEPARTEMENT DE PLAN-DU-VAR/LEVENS**

ENTRE :

Le Département des Alpes-Maritimes, représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant en vertu d'une délibération de la commission permanente du 1^{er} juillet 2021, ci-après désigné « le Département »,

ET

La Direction départementale des finances publiques des Alpes-Maritimes, représentée par son Directeur départemental, Monsieur Jean-Paul CATANESE, domicilié en cette qualité au 15 bis rue Delille 06073 NICE cedex, d'autre part,

ci-après dénommée « le partenaire »,

Préambule

L'accessibilité aux services publics est un enjeu d'égalité et de cohésion sociale. Face à l'évolution des modes de vie et des technologies, la reconfiguration du lien entre l'Etat et les citoyens est indispensable, nous invitant par là même à repenser l'organisation de nos services publics.

Pour lutter contre le sentiment d'abandon qui se fait jour dans certains territoires, il est impératif de repenser les lieux d'accueil de proximité, tout en facilitant l'accès des usagers aux démarches administratives du quotidien. De même, les politiques publiques d'accès aux droits et de promotion de l'inclusion numérique sont pour l'Etat une priorité.

Elles prennent corps aujourd'hui dans l'ambition France services. Ce dispositif couvrant l'ensemble des services publics du quotidien, concerne toute la population et tous les territoires, avec une attention particulière portée aux plus isolés d'entre eux (les territoires ruraux, les quartiers politiques de la ville, les territoires ultramarins).

Dans le cadre de sa politique de proximité, le Département des Alpes-Maritimes anime un réseau de Maisons du Département (MDD) sur l'ensemble de son territoire. En favorisant la mutualisation de différents services publics et d'intérêt collectif, il concourt à la lisibilité et à l'accessibilité de l'action publique dans des lieux de proximité. Les MDD sont labellisées France services.

Une convention départementale, signée le 18 février 2020 entre la Préfecture, les gestionnaires France services et les partenaires France services précise l'objet, les missions, les obligations, les modalités de fonctionnement de ces structures.

En complément, une convention, signée le 24 septembre 2020 entre le Département des Alpes-Maritimes et la Direction départementale des finances publiques des Alpes-Maritimes (DDFIP 06), fixe le cadre et les modalités de mise en œuvre du partenariat.

ARTICLE 1 :

L'article 1 de la convention du 24 septembre 2020 est modifié comme suit :

La présente convention a pour objet de mettre en place le partenariat entre le Conseil départemental des Alpes-Maritimes et la DDFIP 06 :

- en définissant les services de la DDFIP 06 qui seront présents ou relayés au sein des MDD, et notamment les permanences physiques ;
- en organisation les modalités de réalisation et les engagements de chaque partenaire.

Les Maisons du Département concernées sont les suivantes : Nice, Vence, Roquebillière, Menton, Grasse, Plan-du-Var/Levens, Saint-André-de-la-Roche, Saint-Martin-Vésubie, Saint-Vallier-de-Thiery, Saint-Sauveur-sur-Tinée/Saint-Etienne-de-Tinée, et la Maison du département itinérante.

ARTICLE 2 :

L'article 2.2 de la convention du 24 septembre 2020 est modifié comme suit :

22. Pour les permanences physiques de la DDFIP 06 :

Un agent de la DDFIP 06 assurera une permanence physique au sein des locaux des Maisons du Département/France services, en fonction des besoins identifiés par chacune des structures en lien avec le référent métier.

Durant les périodes de déclaration des revenus (printemps) et de l'envoi des avis d'imposition (automne), ainsi que lors de campagnes spécifiques, ces permanences physiques pourront être renforcées jusqu'à une à deux demi-journées par semaine.

Concernant la MDD de Plan-du-Var/Levens, la présence de la DDFIP 06 pourra être densifiée pour constituer, le cas échéant, un pôle administratif d'appui des 3 vallées. Pour cela, la DDFIP 06 assurera une permanence physique **3 fois par semaine**, au sein des locaux de cette MDD. La présence de la DDFIP 06 sera aussi particulièrement importante lors de l'organisation d'ateliers de formation ou forums à destination des usagers.

ARTICLE 3 :

L'article 3 de la convention du 24 septembre 2020 est modifié comme suit :

Le Département met à disposition du partenaire dans les MDD un espace de travail équipé permettant la réception du public dans des conditions de confidentialité.

Le bureau affecté dispose d'un téléphone, d'un branchement électrique et si besoin exprimé par le partenaire, d'un ordinateur fourni par la collectivité.

Le choix des MDD concernées par les permanences ainsi que les horaires d'accueil, se fera après concertation entre les deux parties et pourra être modifié en cas de demande de l'une ou l'autre des parties.

L'accès au service s'effectue sur rendez-vous préalable. La prise de rendez-vous avec l'agent des Finances publiques s'effectue exclusivement sur la plateforme en ligne accessible sur le site *impots.gouv.fr*.

Les permanences s'effectuent dans les MDD aux jours et horaires d'ouverture de chaque établissement.

Les salles de réunion des MDD pourront être utilisées par le partenaire dans le cadre du présent partenariat.

Les MDD informent systématiquement, et dans des délais raisonnables, le partenaire de toute fermeture exceptionnelle ou empêchement.

Le Département associe le nouveau partenaire au sein des groupes de suivi périodiques (évaluation des services, statistiques de fréquentation etc.) du réseau des Maisons du Département.

Il diffuse, par tout moyen adapté, l'information concernant le nouveau service offert à la population.

ARTICLE 4 :

Tous les autres articles de la convention du 24 septembre 2020 demeurent inchangés.

Fait à Nice, le

En deux exemplaires originaux

Le Président du Conseil départemental des
Alpes-Maritimes

Le Directeur départemental des finances publiques
des Alpes-Maritimes

Charles Ange GINESY

Jean-Paul CATTANESE